

# EuroMed Droits

## Rapport annuel 2021



EuroMed Rights  
EuroMed Droits  
الأورو-متوسطية للحقوق



**Juin 2022**

EuroMed Droits

Vestergade 16, 2nd floor DK-1456 Copenhagen K

Danemark

Tel: +45 32 64 17 00

[information@euromedrights.net](mailto:information@euromedrights.net)

[www.euromedrights.org](http://www.euromedrights.org)

**Information bibliographique**

**Titre:** Rapport annuel 2021 d'EuroMed Droits

**Auteur:** EuroMed Droits

**Date de première publication:** Juin 2022

**Pages:** 20

**ISBN:** 978-87-92990-91-4

**Langue originale:** Anglais

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Préface du Président et du Directeur exécutif</b>	<b>4</b>
De retour en piste dans une région EuroMed troublée	4
<b>Nouvelle stratégie pour la période 2022-2027: S'améliorer et avancer</b>	<b>5</b>
Cinq buts politiques et cinq buts organisationnels	5
Élection de nouveaux leaders	5
<b>À propos d'EuroMed Droits</b>	<b>6</b>
Un réseau reliant deux rives	6
Notre fonctionnement	6
<b>Quels sont les résultats obtenus par EuroMed Droits en 2021 ?</b>	<b>7</b>
Droits Économiques et Sociaux	7
Droits des Femmes et Justice de Genre	7
Migration et Asile	8
Majalat	9
Maroc	9
Algérie	10
Tunisie	10
Égypte	11
Palestine, Israël et les Palestiniens	12
Turquie	12
Parité Femmes-Hommes	13
Outreach	13
<b>Comité exécutif</b>	<b>14</b>
<b>Membres</b>	<b>16</b>
<b>Panorama financier</b>	<b>17</b>
<b>Donateurs</b>	<b>18</b>



# Préface

## De retour en piste dans une région EuroMed troublée

En octobre 2021, EuroMed Droits a tenu sa 12ème Assemblée générale. Bien que la pandémie nous ait obligés à la tenir en ligne, nos membres ont fait preuve de détermination et d'enthousiasme pendant trois jours complets. Nous avons apprécié les débats politiques, les rapports et le réseautage en ligne. Néanmoins, les principales réalisations de l'Assemblée générale furent l'adoption unanime d'une nouvelle stratégie organisationnelle articulée autour de dix objectifs que nous nous efforcerons d'atteindre ensemble au cours des six prochaines années, et l'élection réussie d'un nouveau Comité exécutif de 12 membres, avec un respect total de l'égalité entre les genres en son sein, dont un président élu au suffrage direct. Un autre moment important fut l'accueil enthousiaste de six nouveaux membres du réseau. Consolidé et motivé, EuroMed Droits fera face aux difficultés et aux défis que 2022 amènera quant à la promotion et à la protection des droits humains en Afrique du Nord, en Europe et au Moyen-Orient, avec la volonté de tester de nouveaux modes de fonctionnement.

L'année 2021 fut également marquée par la deuxième année de fermetures et de restrictions, qui, en dépit des problèmes qu'elles ont créés, ont également fourni une nouvelle occasion de tirer les leçons du travail en ligne. Nous avons notamment amélioré les réunions de nos groupes de travail en ligne et mis en place de nouveaux webinaires plurithématiques portés par des participant·e·s et des intervenant·e·s qui n'auraient peut-être pas eu l'occasion de participer à un séminaire ou à une conférence physique. Nous avons également établi des collaborations plus étroites entre les membres au sein des groupes de travail, et nous nous sommes efforcés de créer de nouveaux partenariats avec un éventail plus large d'acteurs - allant souvent au-delà des acteurs de la société civile pour impliquer des représentant·e·s des institutions publiques et des décideur·e·s politiques dans la « co-crédation » de solutions aux problèmes de droits humains et de démocratie.

Malgré nos efforts et ceux d'organisations et de gouvernements partageant les mêmes idées, la situation dans la région euro-méditerranéenne ne s'est pas améliorée en 2021. Le coup de force du Président tunisien Kais Saied, le 25 juillet, et la concentration du pouvoir entre les mains de la présidence ont jeté une ombre noire sur la politique tunisienne et le modèle que sa transition, s'éloignant de l'autocratie, avait été pour les militant·e·s de la région au lendemain de la révolution de 2011. La volonté du Président tunisien de limiter les libertés dont les organisations de la société civile avaient bénéficié avant son arrivée

au pouvoir, et sa décision de dissoudre le Parlement tunisien, dysfonctionnant mais démocratiquement élu, sont particulièrement inquiétantes. En dehors de la Tunisie, la situation n'est, malheureusement, guère meilleure. Dans la déclaration finale de notre Assemblée générale, par exemple, nous avons mis l'accent avec nos membres sur la persistance effrayante (et dans certains cas même l'augmentation) du racisme et de la discrimination dans toute la région EuroMed, du Nord au Sud. Reconnaisant que le racisme est structurellement enraciné et endémique, nous avons également rappelé que cela peut et doit changer. En effet, 2021 a offert une lueur d'espoir : dans toute la région, nous avons observé l'émergence d'une multitude d'initiatives antiracistes dynamiques et multiformes, combinant l'activisme antiraciste local avec des appels mondiaux à la justice raciale et à la fin de l'oppression structurelle, de la ségrégation et de l'apartheid, comme dans le cas d'Israël/Palestine.

Jusqu'à présent, l'année 2022 annonce d'autres problèmes à venir. Depuis février 2022, l'attaque militaire du Président Poutine contre l'Ukraine a entraîné des violations massives des droits humains et contraint des millions de personnes à fuir pour se mettre en sécurité. La diminution des exportations de produits alimentaires et la hausse des prix des produits de base sont susceptibles d'accroître le risque d'insécurité intérieure et de répression gouvernementale sur toutes les rives du Sud de la Méditerranée.

Alors qu'à EuroMed Droits nous nous préparons à célébrer notre premier quart de siècle à l'automne 2022, nous avons fait le point sur ces développements et ceux qui y sont liés. Nous restons déterminés à continuer à utiliser nos connaissances et notre expérience approfondies, en tant que réseau dirigé par ses membres, pour faire avancer la lutte pour les droits humains et la démocratie pendant les prochaines 25 années.

Nous ne pouvons conclure cette préface sans mentionner le décès, le 2 octobre 2021, de notre ami et président honoraire, Michel Tubiana. Michel était, depuis des décennies, un militant acharné qui mettait ses connaissances, sa pratique du droit et sa détermination au service de la lutte pour les droits humains, pour la dignité et pour la collaboration internationale entre les acteurs de la société civile. Il nous manquera. Et il restera comme un phare dans la poursuite de notre lutte pour promouvoir et protéger les droits humains et la démocratie à travers et à l'intérieur des frontières de la région euro-méditerranéenne.

**Wadih Al-Asmar**  
Président



**Rasmus Alenius Boserup**  
Directeur exécutif



# Nouvelle stratégie pour la période 2022-2027: S'améliorer et avancer

« En regardant vers l'avenir, beaucoup de défis nous attendent et avec vous tou-te-s, nous allons nous y atteler, guidé-e-s par notre vision que tou-te-s aient accès aux droits humains et à la démocratie dans la région euro-méditerranéenne », a déclaré Wadih Al-Asmar, président d'EuroMed Droits, lors de son discours d'ouverture de l'Assemblée générale d'EuroMed Droits en octobre 2021. Une stratégie ambitieuse pour la période 2022-2027, intitulée « [S'améliorer et avancer](#) » (en anglais), a ensuite été adoptée.

## Cinq buts politiques et cinq buts organisationnels

La stratégie s'articule autour de cinq buts politiques :

1. Le renforcement des droits des migrant-e-s et des demandeur-euse-s d'asile ;
2. La progression de l'égalité des genres ;
3. Davantage de redevabilité, de justice et d'espace pour la société civile ;
4. Le renforcement de la démocratie et des libertés fondamentales ;
5. L'amélioration des droits économiques, sociaux et culturels ;

Cinq buts organisationnels sont également fixés :

1. La dynamisation du socle des membres ;
2. Davantage de visibilité et d'impact ;
3. La réduction de l'empreinte carbone ;
4. L'amélioration de sa viabilité et de sa diversification financières ;
5. L'amélioration du processus d'apprentissage interne.

Outre ces buts, et afin de saisir les occasions de promotion des droits humains et de démocratie et de réagir aux menaces à l'encontre de ceux-ci, EuroMed Droits consacrera des fonds à l'incubation d'activités à petite échelle. Plusieurs thèmes sont possibles, notamment les droits climatiques, la jeunesse, les mouvements sociaux et l'égalité.

## Élection de nouveaux leaders

Le dernier jour de l'Assemblée générale, un tout nouveau Comité exécutif (voir pages 14 et 15) a été élu pour trois ans, sous la présidence de Wadih Al-Asmar qui entame son deuxième mandat. Ce nouveau Comité qui présente une parité parfaite, tant sur le plan géographique qu'en termes de genre, sera chargé de guider l'organisation dans la mise en œuvre concrète de la nouvelle stratégie adoptée.

Cette démarche prendra du temps et nécessitera la mobilisation de ressources internes et externes, notamment une action et un suivi de la part des organisations membres et partenaires du réseau, ainsi que le renouvellement de l'appui financier des donateurs du réseau. « Je suis convaincu que l'organisation est pleinement préparée à relever les défis qui l'attendent et je suis impatient d'y travailler ensemble avec les collègues, les membres et partenaires », a déclaré Rasmus Alenius Boserup, directeur exécutif d'EuroMed Droits.



# À propos d'EuroMed Droits

## Un réseau reliant deux rives

EuroMed Droits est une organisation non gouvernementale régionale représentant 68 organisations de défense des droits humains actives dans 30 pays. L'organisation promeut les droits humains et la démocratie pour tou-te-s de part et d'autre de la Méditerranée. Elle a été fondée en 1997, à la suite de la Déclaration de Barcelone de 1995, par des organisations de la société civile qui souhaitent s'investir dans la promotion d'un partenariat euro-méditerranéen orienté vers les droits humains.



*Formation sur les droits des femmes pour des agents de police et de sécurité en Tunisie, un exemple de co-création*

## Notre fonctionnement

EuroMed Droits travaille par l'intermédiaire de ses membres, pour eux et en collaboration avec ceux-ci. Le réseau s'engage aussi aux côtés de centaines d'autres organisations de la société civile et d'institutions publiques nationales et internationales opérant dans le domaine des droits humains. EuroMed Droits remplit sa mission en combinant les principales méthodes de travail détaillées ci-dessous.

**Analyse et suivi :** EuroMed Droits surveille l'évolution de la situation des droits humains et de la démocratie dans la région euro-méditerranéenne au moyen d'études documentaires, de missions sur le terrain et d'autres formes de collecte de données. Nous obtenons et produisons également des analyses factuelles des grandes tendances et des principaux phénomènes pertinents pour notre travail. Nous utilisons les résultats du suivi et de l'analyse pour renforcer les capacités et la compréhension de nos membres sur des questions et des processus spécifiques. Nous les utilisons aussi comme contribution et toile de fond pour notre positionnement politique et dans la planification de notre programme et de nos activités de plaidoyer et de communication.

**Collaboration et co-création :** EuroMed Droits facilite la collaboration et la co-création entre ses membres et ses parties prenantes. Dans nos processus de co-création, nous dépassons souvent le cadre du secteur de la société civile pour engager et mobiliser des acteurs et institutions étatiques nationaux et internationaux. La plupart de nos activités sont mises en œuvre par l'organisation d'un grand nombre de groupes de travail, dans lesquels nos membres se réunissent avec leurs paires et d'autres parties prenantes pour échanger des idées, recevoir des formations, élaborer des plans d'action communs et prendre des décisions conjointes.

**Plaidoyer et communication :** EuroMed Droits influence et atteint des décideurs, des responsables politiques et le grand public grâce à son travail de plaidoyer et de communication. Pour ce faire, le réseau travaille en étroite collaboration avec ses membres et ses partenaires. Nos actions de plaidoyer visent les organismes internationaux tels que l'UE, ainsi que des gouvernements régionaux et nationaux, notamment les États membres de l'UE et les gouvernements des pays du sud et de l'est de la Méditerranée.

**Transversalité :** EuroMed Droits déploie une approche transversale pour traiter des questions et préoccupations qui concernent l'ensemble de l'organisation. Nous procédons systématiquement à l'intégration de la dimension genre dans l'ensemble de notre travail et veillons à ce que la liberté d'expression, la liberté d'association, le droit de se réunir et de circuler pacifiquement, l'accès aux décideurs et le financement de la société civile soient pris en considération dans tous nos programmes.



# Quels sont les résultats obtenus par EuroMed Droits en 2021 ?

## DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

### De nouvelles formes de mouvements sociaux au cœur des revendications économiques et sociales

En 2021, EuroMed Droits a défini une nouvelle piste de travail axée sur le soutien des mouvements sociaux. Cette initiative a donné lieu à une collaboration avec Action Aid dans le but d'informer la société civile, au moyen d'un événement en ligne, sur la manière dont elle peut apprendre des mouvements sociaux et les soutenir au mieux. Cet événement a été suivi d'une cartographie de recensement des principaux acteurs et mouvements de jeunesse dans l'ensemble de la région MENA, une démarche qui se poursuivra en 2022.

Ces nouvelles activités ont entraîné une augmentation du nombre de membres. Le groupe de travail sur les droits économiques et sociaux s'est ainsi trouvé renforcé par la participation de deux organisations jordaniennes (Ahel et le Phenix Center for Economic and Informatics Studies), qui avaient manifesté l'intérêt de travailler avec EuroMed Droits sur les mouvements populaires et sociaux.

Outre ces initiatives, le groupe de travail a poursuivi ses activités de mise en réseau et de communication. Celles-ci ont donné lieu à des exercices conjoints de collecte de données menés par EuroMed Droits et ses membres. Ainsi, EuroMed Droits s'est associé à ses membres turcs et marocains à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté (le 17 octobre) pour publier une série de fiches d'information contenant des données qualitatives et quantitatives en vue de mettre en évidence et de dénoncer les écarts socio-économiques dans leurs pays respectifs.

## DROITS DES FEMMES ET JUSTICE DE GENRE

### S'unir pour lutter contre la violence en ligne fondée sur le genre

À cause des confinements dus au COVID19, les niveaux de cyberviolence (et de violence domestique) sont montés en flèche. Les femmes étant 27 fois plus susceptibles que les hommes d'être harcelées en ligne, EuroMed Droits a redoublé ses efforts de sensibilisation à la violence en ligne fondée sur le genre dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (région MENA).

EuroMed Droits a effectué des recherches approfondies afin de publier un rapport intitulé « Spaces of violence and resistance: Women's rights in the online world » (Espaces de violence et de résistance : les droits des femmes dans le monde en ligne) en juin 2021. Ce rapport, qui est le fruit d'une collaboration importante entre les membres du groupe de travail régional d'EuroMed Droits sur les droits des femmes et la justice de genre, a permis d'ouvrir un débat sur ce sujet à l'échelle nationale.

Le 13 novembre 2021, une coalition d'organisations et de militant-e-s marocain-e-s des droits des femmes (constituée entre autres de membres d'EuroMed Droits et des commissions régionales du Conseil national des droits de l'Homme) s'est réunie pour la première fois afin d'aborder le problème de la violence en ligne fondée sur le genre et l'absence de définition de cette notion dans le cadre juridique marocain. Les organisations ont formulé une série de recommandations sur la lutte contre la violence en ligne fondée sur le genre à l'intention de parlementaires, d'institutions clés, d'acteurs de la société civile et de la délégation de l'UE au Maroc, marquant ainsi la première étape d'un projet de plaidoyer de grande envergure sur la violence en ligne à l'égard des femmes.

Ce rapport a également laissé des traces en Europe. Les ONG Oxfam IBIS et KVINFO ont invité EuroMed Droits à présenter les conclusions de ses travaux de recherche lors de l'édition 2021 du festival féministe danois « TalkTown ». EuroMed Droits a également présenté un aperçu des menaces dont sont victimes les défenseuses des droits humains de la région MENA dans les espaces en ligne.

En décembre 2021, afin de continuer à rendre compte quotidiennement de la violence fondée sur le genre, EuroMed Droits a lancé un outil en ligne permettant de surveiller l'hostilité à l'égard de l'égalité des genres dans la région MENA. Il s'agit de la « Backlash Map » (traduit en « Carte des réactions hostiles »). Ce projet précède une collaboration avec le collectif queer marocain Nassawiyat en vue de l'organisation d'un podcast sur l'hostilité à l'égard des droits des personnes LGBTQI+ au Maroc. À ce jour, la « Backlash Map » a attiré l'attention d'ONG internationales et de partenaires potentiels, comme Oxfam Novib.

## MIGRATION ET ASILE

### Influencer les agendas en vue de protéger les droits des personnes migrantes et réfugiées

En 2021, EuroMed Droits a poursuivi ses activités à distance avec les membres du groupe de travail Migration et Asile malgré la lassitude associée à la pandémie de COVID19. Le groupe de travail a collaboré à la documentation, au suivi, à la mise en réseau, au renforcement des capacités et au plaidoyer. En matière de plaidoyer, EuroMed Droits a été invité en avril 2021 par Renew Europe – groupe politique du Parlement européen dont la position sur la migration et l’asile ne coïncide pas toujours avec celle d’EuroMed Droits – à participer à la 7e réunion de « shadow meeting » sur la Proposition modifiée de règlement instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l’Union. EuroMed Droits a saisi cette occasion pour présenter à des acteurs clés ses recommandations sur un dossier législatif important faisant partie du pacte européen sur la migration et l’asile. Des représentants et représentantes des parlements nationaux espagnol et belge ont également participé à des réunions en ligne avec EuroMed Droits et ses membres espagnols et belges en mars et en juin respectivement, afin de prendre connaissance de leurs recommandations sur le pacte européen.

EuroMed Droits et ses membres travaillent d’arrache-pied pour que l’UE et ses États membres prévoient une évaluation d’impact afin de renforcer la protection des droits des personnes migrantes et réfugiées dans le pacte européen. La Commission européenne n’ayant pas entrepris d’évaluation d’impact, EuroMed Droits a publié en mai un rapport montrant une simulation de l’impact que le pacte européen aurait sur les pays de première entrée tels que l’Italie, l’Espagne et la Grèce. Le 12 août, le Parlement européen a publié son Évaluation de l’impact substantif horizontal du nouveau pacte sur les migrations et l’asile de la Commission européenne, dans laquelle sont repris plusieurs passages du rapport d’EuroMed Droits. Dans son évaluation d’impact, le Parlement européen est parvenu aux mêmes conclusions qu’EuroMed Droits en ce qui concerne les violations de droits humains, l’accès limité aux droits, les garanties et l’accès à l’asile pour les personnes migrantes et réfugiées.

EuroMed Droits a également donné une nouvelle dimension à son travail de communication sur la migration. Plusieurs grands médias d’Europe et du Moyen-Orient ont sollicité des entretiens avec des responsables d’EuroMed Droits en tant que spécialistes. Près de 30 entretiens ont ainsi été accordés en 2021, dont bon nombre en direct. Ceux-ci se sont déroulés dans le cadre de l’ensemble des plateformes médiatiques (radio, TV, journaux). Tous ces entretiens ont permis à EuroMed Droits de faire entendre les points de vue et les positions des organisations de la société civile dans le débat public, et ainsi de présenter un tableau de la migration et de l’asile sous l’angle des droits humains.





## Les principales revendications de la société civile au terme de plusieurs années de dialogue intense



De 2018 à 2021, EuroMed Droits a mené un projet baptisé « Majalat », géré par un consortium de six réseaux de la société civile en vue de créer des espaces sûrs pour un dialogue constructif entre l'Union européenne et les OSC, les syndicats, les mouvements sociaux et le monde universitaire de part et d'autre de la Méditerranée.

Ce projet s'est terminé en septembre 2021, après le Forum de la société civile annuel organisé en ligne du 7 au 9 juillet 2021. EuroMed Droits a une réelle capacité de mobiliser la société civile et les acteurs de l'UE. Preuve en est la participation active de plus de 260 personnes à cet événement. Le Forum a été précédé de trois tables rondes nationales organisées en juin au Liban, en Tunisie et au Maroc.

En septembre, une série de réunions a permis de revenir sur les trois années et demie de travail et de dialogue en vue de promouvoir des réformes dans une région caractérisée par des formes continues et renouvelées d'autoritarisme, l'érosion des libertés fondamentales et les effets dévastateurs de la corruption et de l'effondrement économique. Dans quelle mesure le projet Majalat a-t-il permis d'améliorer les perspectives et d'influencer la politique de l'UE à l'égard de cette région ? Cette question a été posée lors de réunions avec des membres du Parlement européen et des autorités françaises, la France étant sur le point de prendre la relève de la présidence tournante de l'UE en janvier 2022. Au cours de ces réunions, des responsables du projet Majalat ont transmis les revendications des OSC.

Les principales revendications des OSC portaient sur la conditionnalité de l'aide aux efforts concrets et mesurables déployés par les pays de la région pour lutter contre la corruption, le respect des droits humains et de l'état de droit, ainsi que sur l'adoption et l'engagement vis-à-vis d'objectifs climatiques et de politiques en matière de justice sociale. Aujourd'hui, on s'accorde généralement à dire que la protection des droits humains et le développement durable sont des objectifs étroitement liés et que les luttes pour défendre les libertés, la justice, l'égalité, le climat et la santé s'inscrivent dans une même bataille pour les droits humains. L'UE est appelée à établir un cadre spécial pour le dialogue sur les questions de commerce et d'investissement impliquant les OSC basées dans les pays du sud de la Méditerranée, des plans plus audacieux en faveur de la transition et de la

justice climatique et une action renouvelée pour soutenir les jeunes et mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles.

Le projet Majalat a créé un espace de solidarité plus que nécessaire pour les défenseur·se·s des droits humains et les personnes prônant le changement dans la région. L'UE devrait donc continuer à soutenir des initiatives similaires au cours des prochaines années, des initiatives auxquelles EuroMed Droits contribuera certainement.

## MAROC

### Des résultats consolidés pour une meilleure visibilité

EuroMed Droits a consolidé sa position d'acteur du changement au Maroc en 2021. Les multiples invitations reçues de la part d'ONG et de partenaires institutionnels en témoignent. EuroMed Droits a notamment reçu une invitation de l'organisation Global Detention Project au Maroc pour devenir l'un de ses partenaires locaux dans son Observatoire mondial de la détention des personnes migrantes. La délégation de l'UE au Maroc a également convié EuroMed Droits et l'Association démocratique des femmes du Maroc (ADFM) qui en est membre à participer à la consultation de la société civile sur le profil de genre au Maroc. Cette invitation est particulièrement importante, car elle permettra d'influencer le plan national de mise en œuvre du nouveau plan d'action de l'UE sur l'égalité des sexes au Maroc.

Le groupe de travail sur la réforme de la justice au Maroc a poursuivi ses activités de plaidoyer et de communication en faveur des organisations et des défenseur·se·s des droits humains. EuroMed Droits a organisé deux ateliers sur la « dépenalisation des infractions mineures », durant lesquels des organisations de la société civile marocaine ont pu discuter avec des membres du Conseil national des droits de l'Homme, du ministère public, de la délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion et du ministère de la Justice afin de formuler des recommandations qui serviront d'instruments de plaidoyer en 2022. Ces efforts ont été relayés dans le journal télévisé de la chaîne Al Aoula.

EuroMed Droits a également élargi sa portée en intégrant deux nouveaux collectifs de jeunes LGBTQI+ dans son groupe de travail sur les droits des femmes et l'égalité des genres. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour assurer une meilleure représentation intersectionnelle et des jeunes.

## ALGÉRIE

### Une seule et même voix pour les acteurs de la société civile indépendante

En 2021, EuroMed Droits a continué d'axer sa mission en Algérie sur le renforcement de la collaboration entre ses membres et les acteurs de la société civile concernés dans le pays, ainsi que sur la création de relations de travail avec d'autres ONG internationales.

Dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU) des Nations Unies, les membres et partenaires algériens d'EuroMed Droits ont collaboré afin de préparer un rapport conjoint de la société civile pour l'EPU 2022 de l'Algérie, et ce malgré une pression du gouvernement de plus en plus intense sur les organisations de la société civile. De la même façon, des membres d'EuroMed Droits ont collaboré avec des ONG internationales en vue de publier des déclarations en faveur de différent·e·s défenseur·se·s victimes d'attaques. En mai, 82 organisations de la société civile ont envoyé une lettre commune aux États membres des Nations Unies en amont de la 47e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies afin de dénoncer la situation des droits humains en Algérie.

Tout au long de l'année et malgré les restrictions liées au COVID19, EuroMed Droits a aidé ses membres et partenaires algériens à mener des activités de plaidoyer auprès d'institutions européennes. Le 6 décembre 2021, la division algérienne du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) a sollicité une réunion en ligne avec des membres algériens d'EuroMed Droits afin d'obtenir des informations de première main sur la situation des droits humains et des valeurs démocratiques dans leur pays.

Le 28 juin, juste après les élections législatives algériennes du 12 juin, la présidente de la sous-commission « droits de l'homme » du Parlement européen a invité des organisations de la société civile algérienne et des militant·e·s algérien·ne·s expatrié·e·s à participer à une réunion en ligne sur la situation des droits humains en Algérie en amont d'une session en ligne de la sous-commission qui avait lieu le 13 juillet.

## TUNISIE

### Plus que jamais aux côtés de la société civile

Les confinements dus à la pandémie de COVID19 et la situation en Tunisie depuis le 25 juillet 2021 ont limité le travail conjoint des organisations et défenseur·se·s des droits humains. Malgré tout, EuroMed Droits s'est engagé aux côtés d'organisations de la société civile afin de formuler des demandes stratégiques tout en travaillant avec des institutions de l'État pour influencer leurs stratégies d'action.

Cette coopération avec la société civile s'est par exemple exprimée à travers un événement organisé le 12 octobre 2021, lors duquel plus de 40 organisations de la société civile se sont rassemblées à Tunis et ont accepté de travailler ensemble pour rédiger un rapport alternatif en vue de l'Examen périodique universel (EPU) des Nations Unies en 2022. C'est la première fois qu'un nombre aussi important d'organisations participaient à ce processus en Tunisie.

Le travail intermédiaire réalisé par EuroMed Droits pour faire le lien entre les demandes stratégiques de la société civile et les stratégies d'action des autorités a été reconnu, notamment le 12 mars 2021, lorsque la ministre des Affaires de la femme a marqué son intérêt et son soutien pour les activités menées par EuroMed Droits et ses partenaires en vue de soutenir la stratégie nationale de lutte contre les violences à l'égard des femmes. Cet intérêt a abouti, le 1er octobre 2021, à la signature d'un accord de partenariat avec EuroMed Droits pour établir un dialogue tripartite sur l'émancipation des femmes et la lutte contre la violence économique. Cet accord a reçu un soutien financier à sa mise en œuvre de la part des gouvernements suédois et suisse fin 2021.

La reconnaissance publique des bonnes relations créées entre EuroMed Droits et le ministère des Affaires de la femme a transparu dans une série d'activités organisées par EuroMed Droits et ses partenaires en amont des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes en Tunisie. Ces activités ont été présentées dans la brochure du programme 2021 éditée par le ministère des Affaires de la femme.

EuroMed Droits a également noué de solides relations avec l'Observatoire national pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes. En témoigne la création, le 26 novembre 2021, d'un espace de dialogue entre les autorités et des centres associatifs de soins pour les femmes victimes de violence. Cet espace permet aux associations en question d'aborder les difficultés auxquelles elles doivent faire face pour accomplir leur mission à Tunis. EuroMed Droits a aussi travaillé avec des instances régionales de coordination pour lutter contre les violences à l'égard des femmes à Kasserine et à Ben Arous, dans le but d'établir une feuille de route sur l'accès à la justice pour les femmes.



EuroMed Droits a poursuivi ses activités de plaidoyer en Tunisie, lesquelles ont eu des résultats positifs le 7 avril 2021, lorsque le gouvernement tunisien a enfin adopté le décret fixant les modalités de création de la Commission nationale de lutte contre la discrimination raciale en Tunisie. Il s'agit d'une étape importante dans un processus qu'EuroMed Droits et ses partenaires ont fortement défendu pendant des années.

En ce qui concerne le soutien fourni aux instances publiques nationales, l'Instance nationale de l'accès à l'information a, comme promis, entamé des travaux bilatéraux avec des représentant·e·s du secteur lors d'une réunion à Sfax. Toutes les instances nationales ont également accepté de mettre au point des stratégies de communication, une initiative coordonnée par EuroMed Droits.



## ÉGYPTE

### Soutien aux défenseur·se·s des droits humains en danger

Malgré les circonstances de la pandémie, EuroMed Droits a continué de concentrer ses efforts sur la défense des droits humains ainsi que sur les possibilités de soutien et de mise en réseau des défenseur·se·s et organisations égyptien·ne·s des droits humains en danger.

Ainsi, EuroMed Droits a organisé, en collaboration avec Global Focus et Amnesty International au Danemark, un webinaire intitulé « Ten years after the revolution, the state of Denmark-Egypt relations » (Dix ans après la révolution, le point sur les relations entre le Danemark et l'Égypte) en mars 2021. Ce webinaire, auquel l'ambassadeur danois au Caire, des parlementaires et des expert·e·s ont participé, était axé sur la marque que les soulèvements égyptiens ont laissée et a permis d'examiner la voie à suivre en ce qui concerne les relations entre le Danemark et l'Égypte.

Le soutien et la protection des défenseur·se·s des droits humains reste une priorité essentielle du travail réalisé par EuroMed Droits en Égypte pour assurer une présence active continue de la communauté égyptienne de défense des droits humains. En juillet 2021, 38 membres du Parlement européen ont signé une lettre commune adressée au Haut Représentant de l'UE Joseph Borrel et au président du Conseil européen Charles Michel, les exhortant à faire pression pour la libération de l'avocat et défenseur des droits humains Mohamed El-Baqer. EuroMed Droits a lancé l'idée dans le cadre de la « Free Baqer campaign » (campagne de libération de Mohamed El-Baqer) coordonnée par différentes ONG, rédigé la lettre et veillé à ce qu'elle bénéficie d'un large soutien auprès des membres du Parlement européen.

De la même façon, le 28 septembre 2021, la présidente de la sous-commission « droits de l'homme » du Parlement européen, Maria Arena, a publié une déclaration demandant la libération des défenseurs des droits humains Mohamed El-Baqer, Alaa Abdel Fattah et Patrick Zaki, juste après les dénonciations faites par EuroMed Droits et d'autres groupes quant à leur situation. De plus, EuroMed Droits continue de coordonner et de soutenir la relocalisation d'urgence des défenseur·se·s égyptien·ne·s des droits humains en danger.



*Les défenseurs des droits humains Alaa Abdel Fattah, Mohamed El-Baqer et Patrick Zaki dont les dossiers ont été suivis en 2021*

## PALESTINE, ISRAËL ET LES PALESTINIENS

### Responsabilité sur fond de violations croissantes des droits humains par Israël

EuroMed Droits a continué de relayer les revendications de la communauté de défense des droits humains active en Palestine auprès d'un public européen, ce qui a eu un impact sur les responsables politiques concernés par la politique étrangère en matière de droits humains.

Le 3 mars 2021, le bureau du Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a ouvert une enquête sur la situation en Palestine, marquant une étape importante dans la quête de responsabilité depuis 2014. À maintes reprises, EuroMed Droits, ses membres et ses partenaires ont plaidé sans relâche auprès de l'UE et de ses États membres pour qu'ils facilitent le déroulement d'une enquête de la CPI, notamment en effectuant des recherches et en menant des actions de plaidoyer fondées sur des données probantes. Après l'ouverture de l'enquête, le journal en ligne EUobserver a publié, le 30 mars 2021, une tribune d'EuroMed Droits sur le rôle de l'UE concernant l'enquête de la CPI sur la situation en Palestine.

Malgré ces faits encourageants, le nombre de violations de droits humains commises par Israël contre le peuple palestinien a toutefois augmenté dans l'ensemble des territoires qu'il contrôle. Après des bombardements généralisés à Gaza, des meurtres en Cisjordanie et des brutalités policières contre des Palestiniens et des Palestiniennes en Israël en mai 2021, EuroMed Droits a intensifié ses efforts. Le 10 juin 2021, le site d'information basé à Londres Middle East Eye a publié une tribune signée par EuroMed Droits sur la réticence de l'UE à user de son influence pour mettre un terme à l'offensive israélienne à Gaza.

Les autorités israéliennes ont redoublé d'efforts en vue de discriminer, d'opprimer et de traiter en criminelles les organisations de défense des droits humains en Palestine. Le 22 octobre 2021, le ministre israélien de la Défense Benny Gantz a déclaré que six organisations palestiniennes de droits humains et de la société civile (OSC), dont l'organisation Al-Haq, étaient des « organisations terroristes ». Par cette décision officielle, les autorités israéliennes ont franchi un pas de plus dans leur stratégie visant à mettre fin au mouvement palestinien de défense des droits humains. EuroMed Droits a concentré ses efforts en Europe pour susciter des critiques contre cette mesure sans précédent. À titre d'exemple, le 27 octobre 2021, le ministre irlandais des Affaires étrangères Simon Coveney a publié une déclaration dans laquelle il dénonce la décision des autorités israéliennes. Au niveau de l'UE, le 29 novembre 2021, huit membres du Parlement européen issus de différents groupes politiques (Renew Europe, S&D, Verts/EFA et la Gauche) ont déclaré leur soutien aux six OSC concernées lors d'un échange de vues au sein du Parlement européen.

## TURQUIE

### Plaidoyer international sous l'impulsion d'initiatives locales

Les victoires des actions de plaidoyer menées au niveau européen et international sont portées par des initiatives locales entreprises par EuroMed Droits et ses membres en Turquie. En novembre 2021, la sous-commission « droits de l'homme » du Parlement européen a invité à un échange de vues l'Association turque des droits humains (IHD, membre d'EuroMed Droits) coprésidée par l'antenne de Diyarbakır. Cette invitation est le fruit des actions de plaidoyer menées par EuroMed Droits en faveur de ses membres de la société civile.

De même, en mars 2021, EuroMed Droits a été invité par les commissions « libertés civiles, justice et affaires intérieures » et « développement » du Parlement européen à exposer son point de vue au sujet du rapport de mise en œuvre des fonds fiduciaires de l'UE et de la facilité pour les réfugiés en Turquie. Ce rapport, qui a finalement été adopté par le Parlement européen en octobre 2021, a intégré plusieurs recommandations d'EuroMed Droits.

Les activités de plaidoyer du réseau ont également permis, en juillet 2021, la publication d'un rapport d'EuroMed Droits par la Conférence des ONG du Conseil de l'Europe, au sujet de la sortie de la Turquie de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Ce partage d'informations a contribué à accroître la visibilité d'EuroMed Droits et de ses membres en Turquie, ainsi que la protection des défenseur-se-s des droits humains dans ce pays.

Grâce au renforcement du dialogue avec l'UE, EuroMed Droits et ses membres ont été invités à participer à un événement LGBTQI+ organisé conjointement à Ankara par les ambassades de Suède et du Danemark. Cet événement était particulièrement important compte tenu de la répression que la communauté LGBTQI+ ne cesse de subir en Turquie. Il a été organisé à la suite d'efforts intensifs déployés par EuroMed Droits pour mettre en contact les deux ambassades avec des militant-e-s de la communauté LGBTQI+ locale.

EuroMed Droits a également soutenu ses membres et partenaires en Turquie. L'arrestation du coprésident de l'Association turque des droits humains Öztürk Türkdoğan le 19 mars 2021 a directement déclenché des réactions de la part de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe à la suite des recommandations formulées par EuroMed Droits. Les activités d'EuroMed Droits en Turquie ont contribué à renforcer les relations entre la société civile locale et ces institutions internationales, avec pour résultat une plus grande visibilité, une meilleure protection et un pouvoir de plaidoyer accru.



## PARITÉ FEMMES-HOMMES

### Intégration de la dimension genre et de l'approche liée au rétrécissement de l'espace dans tous les programmes

En juin 2021, EuroMed Droits a réalisé un audit genre pour évaluer les progrès réalisés dans le cadre de son programme d'intégration de la dimension genre. Les résultats obtenus étaient satisfaisants malgré les conséquences défavorables du COVID19.

Le programme sur la migration et l'asile a été l'un des premiers à entreprendre l'intégration de la dimension genre dans l'ensemble de ses activités. Deux sessions ont été organisées avec les membres du programme pour traiter de questions liées au genre dans les systèmes internationaux de migration et d'asile. La première session, organisée en juin 2021, a rassemblé des expert-e-s et des membres pour discuter de la question des femmes et des filles en migration, tandis que la deuxième session, organisée en novembre 2021, a permis d'aborder des défis spécifiques et des problèmes juridiques auxquels les personnes LGBTQI+ doivent faire face lorsqu'elles demandent l'asile dans des pays européens.

L'équipe de travail croisée entre le programme sur les droits des femmes/l'égalité des genres et celui sur les droits économiques et sociaux a poursuivi son travail sur la protection et la promotion des droits économiques, sociaux et culturels des femmes. Un événement a été organisé afin d'évaluer l'intégration des questions de genre dans le Plan d'action pour mettre en œuvre le Socle européen des droits sociaux et de discuter des constatations faites par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la pauvreté lors de sa visite à l'échelle européenne (à savoir les répercussions spécifiques que la pandémie de COVID19 a eues sur les revenus et les conditions de travail des femmes).

L'équipe de travail a lancé un projet de recherche sur l'accès à l'éducation et l'accueil des jeunes enfants (EAJE) et les corrélations avec l'accès des femmes au marché du travail dans le secteur formel dans la région MENA. Ce rapport qui devrait être publié avant l'été 2022 permettra d'orienter une piste de travail au sein de l'équipe en tenant compte des priorités européennes actuelles dans ce domaine.

En 2021, la question du rétrécissement de l'espace pour la société civile a également continué d'être prise en considération dans l'ensemble des programmes du réseau. EuroMed Droits et ses membres ont suivi et documenté des violations et des restrictions de droits humains dans toute la région, comme indiqué dans les sections du présent rapport consacrées à chaque pays. Au terme d'un processus entamé en 2020, un rapport sur la manière dont les ONG organisées par les gouvernements (GoNGO) diffusent des récits

alternatifs sur les droits humains pour soutenir les régimes autoritaires a été publié en février 2021. Ce rapport porte essentiellement sur certaines difficultés rencontrées en Algérie, en Égypte et en Turquie, sur la base de témoignages de première main de militant-e-s indépendant-e-s et de syndicalistes. Il fournit également une analyse de l'environnement législatif répressif qui porte atteinte au militantisme de la société civile.

## OUTREACH

### Une nouvelle approche pour plus de visibilité et d'impact

Adoptée en octobre 2021, la stratégie d'EuroMed Droits pour la période 2022-2027 confirme l'importance de la communication et du plaidoyer en leur consacrant un objectif : davantage de visibilité et d'impact. Cet objectif met un terme à un processus amorcé début 2021 en synchronisant la communication et le plaidoyer sous la notion générale d'« Outreach ». Plus qu'une fusion, il s'agit d'une approche d'enrichissement mutuel visant à tirer parti de similitudes, à déterminer l'impact mutuel et à apprendre les uns des autres.

Plus concrètement, le département Outreach s'efforcera 1) de faire d'EuroMed Droits un acteur de la société civile régionale qui s'exprime d'une seule et même voix claire et faisant autorité et 2) de tirer parti de l'expertise des membres d'EuroMed Droits comme source fiable d'informations, d'analyses et d'opinions de première main pour des médias de qualité. En élargissant et en diversifiant son public et en fournissant des arguments convaincants, EuroMed Droits entend mobiliser le soutien en faveur des droits humains et rendre plus accessibles et plus pertinentes les questions traitées par l'organisation.

L'objectif est également d'harmoniser la communication pour atteindre « les bonnes personnes au bon moment et avec le bon message ». En 2021, cette démarche s'est présentée sous la forme de travaux préparatoires en vue de la nouvelle identité visuelle d'EuroMed Droits, de son site internet et de sa base de données de points de contact.

En 2021, le département Outreach a également poursuivi ses travaux en vue de rationaliser la coordination entre les programmes. Des réunions de coordination ont été régulièrement organisées afin de déterminer, de planifier et de mettre en œuvre des activités conjointes. Ces collaborations ont permis de renforcer de nouveaux outils comme la série de podcasts « EuroMed Standing Watch » ou de se concentrer davantage sur le contenu visuel des médias sociaux. Le département Outreach a également aidé plusieurs programmes dans leur processus d'interview avec les médias et dans la rédaction de tribunes.

# Comité exécutif

L'Assemblée Générale est l'organe suprême d'EuroMed Droits. Elle se rassemble tous les trois ans et élit un Comité exécutif.

Le Comité exécutif 2021-2024 est composé de :

## **Wadih Al-Asmar**, Président

Secrétaire Général du mouvement SOLIDA (soutien aux Libanais détenus arbitrairement) et Président du Centre Libanais des Droits de l'Homme. Wadih Al-Asmar est l'un des fondateurs du mouvement social Libanais #youStink.



## **Theodora Christou**, Vice-Présidente

Membre exécutif du Comité sur les Droits Humains du Barreau d'Angleterre et du Pays de Galles. Théodora Christou est avocate et universitaire à la London School of Economics et à la Queen Mary University de Londres. Ses principaux domaines d'expertise sont les droits humains, le droit international et comparé.



## **Moataz El fegier**, Trésorier

Membre du Cairo Institute for Human Rights Studies, Moataz El Fegier est co-fondateur et président du Forum égyptien des Droits de l'Homme. Ancien représentant MENA du Centre International pour la Justice Transitionnelle et de Front Line Defenders, il dirige et enseigne désormais au sein du programme des Droits de l'Homme au Doha Institute for Graduate Studies.



## **Lubna Dawany**, Référente pour l'intégration de la dimension genre

Secrétaire générale de l'association Jordanienne Mizan for Law. Lubna Dawany est également conseillère juridique et membre du conseil d'administration de la Family Development Association. Depuis les années 1990 elle a co-fondé plusieurs ONGs en Jordanie pour lutter contre les violences faites aux femmes et promouvoir les droits humains et les droits des femmes.



## **Monia Ben Jemia**

Professeure de droit à l'université de Carthage, elle a présidé l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates de 2016 à 2018. Elle a participé au premier groupe d'expert.e.s chargé.e.s de rédiger un avant-projet de loi sur l'éradication des violences contre les femmes, adopté par le parlement tunisien en 2017.



## **Giorgio Caracciolo**

Juriste de formation, Giorgio a travaillé sur la prévention du VIH/SIDA pour le PNUD. Après un passage comme coordinateur des activités du Conseil international de réhabilitation pour les victimes de la torture en région MENA, il a rejoint Dignity – l'Institut Danois contre la torture en 2012.



## **Tony Daly**

Coordinateur de l'ONG 80:20 Educating and Acting for a Better World basée en Irlande, responsable du programme du consortium developmenteducation.ie et membre du conseil d'administration de Fairtrade Ireland. Il enseigne et soutient l'éducation populaire sur le développement humain, les droits de l'homme et la citoyenneté active.



## **Dilyana Giteva**

Avocate au « Center for Legal Aid – Voice in Bulgaria ». Elle est activement engagée dans le conseil, la résolution de contentieux et la représentation des demandeur.se.s d'asile, des réfugié.e.s et des migrant.e.s devant les autorités administratives et les tribunaux en Bulgarie et en Europe.





### **Jamila Sayouri**

Avocate et Présidente de l'Association Marocaine Adala – Justice pour le droit à un procès équitable. Jamila Sayouri est également membre de l'Organisation Marocaine des droits de l'Homme et du Conseil National des Droits de l'Homme du Maroc.



### **Hamdi Shaqqura**

Directeur adjoint du Centre Palestinien pour les Droits de l'Homme (PCHR). Ses principaux domaines d'expertise sont le développement démocratique et les droits civils et politiques.



### **Franco Uda**

Membre des conseils d'administration de l'Associazione Ricreativa e Culturale Italiana, du Forum Civique Européen et de la Fédération internationale des établissements humains. Il est vice-président de l'ONG ARCS et collabore avec Solidar, le forum de coopération internationale. Il travaille sur des thématiques liées aux droits humains, à la paix, à la démocratie participative et à la solidarité.



### **Marie-Christine Vergiat**

Vice-Présidente de la Ligue française des droits de l'Homme en charge des droits économiques et sociaux et des questions migratoires. Députée européenne (GUE) de 2009 à 2019, elle a notamment siégé au sein de la Commission des Libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, de la Sous-Commission Droits de l'Homme et de la Délégation UE/Maghreb.



# Membres

## Membres réguliers

**Algérie:** SNAPAP • Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie • Ligue Algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LADDH) **Belgique:** CNCD 11:11:11 **Bulgarie:** Center for Legal Aid - Voice of Bulgaria **Chypre:** Action for Equality, Support, Antiracism (KISA) • Mediterranean Institute of Gender Studies - MIGS **Croatie:** Center for Peace Studies (CPS) **République Tchèque:** People in Need **Denmark:** KVINFO • Dignity • Danish Institute for Human Rights **Egypte:** Andalus Institute for Tolerance and Non Violence Studies • Center for Egyptian Women's Legal Assistance (CEWLA) • Egyptian Human Rights Forum (EHRF) • New Woman Foundation **Finlande:** Tampere Peace Research Institute **France:** Fédération Nationale Solidarité Femmes • Ligue de l'Enseignement • Ligue des Droits de l'Homme (LDH) **Grèce:** Greek Council for Refugees • Greek Committee for International Democratic Society (EEDDA) **Irlande:** 80:20 Educating and Acting for a Better World **Israël/OPT:** Women's Centre for Legal Aid and Counselling (WCLAC) • Al-Haq • Al Mezan Center for Human Rights • The Public Committee Against Torture in Israel (PCATI) • ADALAH, The Legal Center for Arab Minority Rights in Israel • B'Tselem • Kayan Feminist Organisation • Palestinian Centre for Human Rights (PCHR) **Italie:** Italian Refugee Council (CIR) • ARCI - Associazione Ricreativa Culturale Italiana Jordan: Mizan for Law • Sisterhood is Global Institute/ Jordan (SIGI/J) • Arab Renaissance for Democracy and Development (ARRD - Legal Aid) **Liban:** ALEF - Act for human rights • Anti-Racism Movement Lebanon (ARM) • Lebanese Center for Human Rights (CLDH) • Palestinian Human Rights Organisation in Lebanon (PHRO) **Maroc/Sahara Occidental:** Adala-Justice • Organisation Marocaine des Droits Humains (OMDH) • Espace Associatif • Association Marocaine des Droits Humains (AMDH) • Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM) **Portugal:** Liga Portuguesa dos Direitos Humanos – Civitas **Espagne:** Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR) • Human Rights Institute of Catalonia • Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos • Internationalisme, Solidarité et Féminisme (SUDS) **Suède:** Kvinna till Kvinna **Syrie:** Damascus Center for Human Rights Studies • Syrian Center for Media and Freedom of Expression (SCM)

**Tunisie:** Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux (FTDES) • Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT) • Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LTDH) • Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD) • Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des Deux Rives (FTCR) **Turquie:** Citizens Assembly • Human Rights Association **Royaume Uni:** Solicitors International Human Rights Group (SIHRG) • Bar Human Rights Committee of England and Wales | **Régional:** • Arab Institute for Human Rights (AIHR) • Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS) • African and Middle East Refugee Assistance (AMERA) • European Association for the Defence of Human Rights (AEDH) • Arabic Network for Human Rights Information (ANHRI) • Mediterranean Citizen's Assembly Foundation (MCAF)

## Membres associés

Amnesty International • Association for the Prevention of Torture • International Federation for Human Rights • Human Rights Watch • Norwegian Helsinki Committee • World Organisation Against Torture • Women's International League for Peace and Freedom

## Membres honoraires

Michel Tubiana (1951-2021 Président Honoraire) • Kamel Jendoubi (Président Honoraire) • Marie Lavrentiadou • Emrah Seyhanlioglu • Lone Lindholt • Eva Norström • Iain Byrne • Theocharis Papamargaris • Driss El-Yazami • Bahey El-Din Hassan • Annette Jünemann • Samira Trad • Christina M. Merkel • Madjid Benchikh • Khemaïs Chammari • Georges Assaf • Anna Bozzo-Curti • Maysa Zorob

# Panorama financier

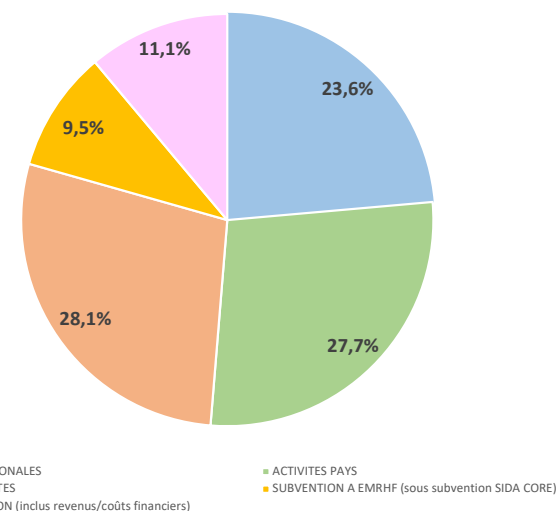
Dépenses 2021

<b><u>Programmes thématiques</u></b>	<b>EUR</b>	<b>%</b>
Droits des Femmes et Justice de Genre	196.424	5,3%
Rétrécissement de l'espace de la société civile/Majalat	283.997	7,7%
Migration	251.370	6,8%
Droits économiques et sociaux	135.730	3,7%
<b>TOTAL ACTIVITES REGIONALES</b>	<b>867.521</b>	<b>23,6%</b>

<b><u>Programmes pays</u></b>		
Tunisie	664.964	18,1%
Algérie	54.062	1,5%
Egypte	91.570	2,5%
Palestine, Israël & les Palestiniens	126.991	3,5%
Maroc	72.532	2,0%
Turquie	7.500	0,2%
<b>TOTAL ACTIVITES PAYS</b>	<b>1.017.619</b>	<b>27,7%</b>

<b><u>Autres activités</u></b>		
Plaidoyer & Formation	240.371	6,5%
Suivi & évaluation des projets	78.742	2,1%
Communication	262.667	7,1%
Organes exécutifs	165.066	4,5%
Levée de fonds	173.812	4,7%
Ressources humaines	113.479	3,1%
<b>TOTAL AUTRES ACTIVITES</b>	<b>1.034.137</b>	<b>28,1%</b>
<b>TOTAL ACTIVITES</b>	<b>2.919.277</b>	<b>79,3%</b>

Administration (inclus revenus/coûts financiers)	409.185	11,1%
Subvention à EMHRF (sous subvention SIDA CORE)	350.771	9,5%
<b>TOTAL DEPENSES OPERATIONELLES</b>	<b>3.679.233</b>	<b>100,0%</b>





# Donateurs

EuroMed Droits souhaite reconnaître et remercier les donateurs ci-dessous pour leur soutien financier :

- ACT Church of Sweden
- Confédération Suisse
- Fondation de France
- Fondation Heinrich Böll
- Ministère Norvégien des Affaires Etrangères
- Open Society Foundations
- Programme de Partenariats Dano-Arabe - Ministère des Affaires Etrangères
- Union européenne
- Sida (Agence de Coopération et de Développement Internationale Suédoise)
- Sigrid Rausing Trust



**SIGRID RAUSING TRUST**



**Svenska kyrkan**   
INTERNATIONELLT ARBETE



La Fondation  
de toutes les causes



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

**Norwegian Ministry of Foreign Affairs**





EuroMed Rights  
EuroMed Droits  
الأورو-متوسطية للحقوق